



Finances publiques

Le mandat d'Emmanuel Macron aura été celui de tous les excès.

Alors qu'il avait fixé en 2017 des objectifs ambitieux de réduction des dépenses publiques de 20 milliards d'euros par an, ceux-ci ont été rapidement brisés, et ce même avant le début de la crise sanitaire : le déficit structurel a stagné entre 2017 et 2019 autour de 2,4% du PIB, et l'objectif de 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique a été abandonné dès 2019. Le « quoi qu'il en coûte » de la crise sanitaire a également entraîné une spirale de dépenses vertigineuse qui s'est accélérée à l'approche du scrutin présidentiel avec une succession d'annonces, dont le coût cumulé se chiffre en dizaines de milliards d'euros (Plan d'urgence pour Marseille - 1,5 milliard d'euros -, second chèque énergie - 1,5 milliard d'euros -, revenu d'engagement pour les jeunes, indemnité inflation - 3,8 milliards d'euros -, etc).

Face à cette surenchère financée par l'argent des contribuables, il est temps de retrouver la raison et, pour éviter une nouvelle aggravation des prélèvements obligatoires, de mener une politique d'économies structurelles afin de ramener nos dépenses publiques à un niveau soutenable. Il en va de la pérennité de notre modèle d'action publique et de solidarité nationale.

Les propositions des Centristes pour rétablir les finances publiques

Mener la réforme des retraites pour amener l'âge du départ légal à la retraite à 65 ans afin de garantir la soutenabilité de notre régime de retraites et de l'équilibrer, dans un contexte où le déficit structurel de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse a atteint 6 milliards d'euros en 2021.

Lancer un grand plan de simplification permettant en particulier de réduire drastiquement le nombre de comités et de structures paraétatiques.

Réduire les dépenses publiques en supprimant 150 000 postes dans la fonction publique en 5 ans.

Fixer l'objectif d'un retour de la dette à un niveau supportable à travers la mise en place d'une règle d'or : un déficit financé par l'emprunt ne peut être accepté que pour financer de l'investissement. C'est ce qui est déjà imposé aux collectivités territoriales, dont les comptes sont globalement équilibrés. Ainsi, le déficit de l'Etat sera ramené à 1% du PIB à fin 2027, impliquant de réaliser environ 80 milliards d'euros d'économies en cinq ans, soit 16 milliards d'euros d'économies par an, soit 1% de l'ensemble des dépenses publiques.

Emmanuel Macron et les finances publiques : la fuite en avant

Une dette publique parmi les plus élevées d'Europe qui dépasse désormais les 115% du PIB et atteint près de 2 700 milliards d'euros à fin 2021, c'est près de 3 000 milliards d'euros à fin 2022, soit une dette de 100 000 euros pour chaque famille française.

Un déficit public structurel qui atteint désormais 4% à fin 2022, mais d'après le Haut Conseil des Finances Publiques, 5,6% du PIB soit plus de 140 milliards d'euros.

Une croissance des dépenses de l'Etat à nouveau prévue en 2022 et estimée, hors plans de soutien d'urgence, à + de 2,3 %.

Un budget de l'Etat totalement déséquilibré : pour équilibrer ses dépenses de fonctionnement de l'Etat, il faudrait augmenter de près de 40 % les recettes fiscales (292 Milliards en 2022) !